

Initiateur

Le présent arrêté est proposé par le Ministre flamand de l'Enseignement, des Sports, du Bien-Être des Animaux et du Vlaamse Rand.

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

Article 1^{er}. La qualification d'enseignement « *graduaat in de digitale vormgeving* » (graduat en conception numérique) est développée en tant que formation de l'enseignement supérieur professionnel hbo5 conformément à la procédure visée à l'article 15/2 du décret du 30 avril 2009 relatif à la structure des certifications.

La qualification d'enseignement visée à l'alinéa 1^{er} est classée dans la discipline « *Industriële wetenschappen en technologie* » (sciences industrielles et technologie) de l'enseignement supérieur professionnel hbo5. Le volume des études de la formation s'élève à 120 unités d'études.

Art. 2. Les compétences de la qualification d'enseignement « *graduaat in de digitale vormgeving* » sont les compétences visées à la qualification professionnelle « *digitale vormgever web-, app- en mobiele toepassingen* », reprise en annexe à l'arrêté du Gouvernement flamand du 2 avril 2021 portant reconnaissance de la qualification professionnelle de créateur numérique d'applications web, app et mobiles.

Art. 3. La qualification d'enseignement « *graduaat in de digitale vormgeving* » est apparentée aux formations existantes de l'enseignement supérieur professionnel hbo5 Informatique et Informatique industrielle. Ces formations de l'enseignement supérieur professionnel hbo5 peuvent être converties en la formation précitée.

Art. 4. Le ministre flamand ayant l'enseignement et la formation dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 octobre 2021.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
J. JAMBON

Le Ministre flamand de l'Enseignement, des Sports, du Bien-être des animaux et du Vlaamse Rand,
B. WEYTS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2022/200071]

22 DECEMBRE 2021. — Décret portant création d'une UAP de type 1 « Fonds bas carbone et résilience » (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Création du Fonds bas carbone et résilience*

Article 1^{er}. Il est créé une unité d'administration publique, dotée de la personnalité juridique, dénommée " Fonds bas carbone et résilience ", ci-après dénommée le " Fonds ".

Cette unité est classée dans les organismes de type 1 visés à l'article 3, § 1^{er}, 4^o, a), du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes.

Art. 2. Le Fonds est placé sous l'autorité du membre du Gouvernement que désigne ce dernier.

Il est géré par l'Agence wallonne de l'Air et du Climat. Son siège est établi à Namur.

Art. 3. Le Fonds est soumis aux dispositions du décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons.

CHAPITRE 2. — *Objectifs et fonctionnement du Fonds*

Art. 4. Le Fonds a pour objectif de soutenir, par des appels à projets ou par des subventions, des initiatives émanant de personnes physiques, d'entreprises, d'associations ou d'institutions qui visent à contribuer à l'émergence d'une société sans carbone et davantage résiliente face aux changements complémentaires au Fonds KYOTO. En vue de réaliser ce même objectif, le Fonds peut également, de sa propre initiative, organiser et financer des marchés publics.

À cet effet, le Fonds peut soutenir des actions et des projets qui s'inscrivent dans la politique énergétique, climatique, environnementale et de lutte contre l'érosion de la biodiversité du Gouvernement et relatifs :

1° à une réduction de l'impact carbone dans le domaine du transport;

2° à la mise en place de communautés d'énergies renouvelables;

3° à l'énergie durable et au climat notamment dans le cadre du Plan Air Climat Énergie et des Plans d'Action pour l'Énergie durable et le Climat;

4° à l'adaptation et à une meilleure résilience de l'environnement aux changements climatiques, notamment par le biais d'espaces verts, d'actions de restauration de la fonctionnalité des écosystèmes, la restauration et la protection d'espaces naturels, d'actions relatives à la forêt et à l'agriculture, à la gestion de l'eau, des sols et des déchets;

5° à une alimentation durable et de qualité;

6° au développement de solutions recourant à des matériaux durables comme le bois, les autres matériaux biosourcés et les matériaux circulaires;

7° à des projets ayant des externalités environnementales et sociétales positives;

8° à la transition bas carbone, des services et des produits.

Le Gouvernement peut préciser les domaines d'action correspondant à l'objectif du Fonds et détermine les projets financés par le fonds.

Art. 5. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, toute initiative visant l'objectif et les domaines d'action mentionnés à l'article 4 peut donner lieu à un appel à projets, à une subvention ou faire l'objet d'un marché public à condition que l'initiative soit jugée pertinente selon les critères fixés par le Gouvernement.

Le Fonds octroie des subventions soit pour des initiatives qui lui sont directement soumises, soit à la suite d'un appel à projets.

Les appels à projets, subventions et marchés publics financés par le Fonds qui atteignent un montant supérieur à 250 000 euros HTVA sont soumis pour approbation au Gouvernement.

Art. 6. Une même initiative ne peut pas bénéficier de plusieurs soutiens financiers pour une même dépense.

Art. 7. Peuvent donner lieu à des appels à projets, des subventions ou à des marchés publics, les initiatives favorables à l'émergence d'une société à bas carbone et davantage résiliente face aux changements, par exemple, via :

- 1° l'organisation ou la participation à des événements;
- 2° la réalisation ou le développement de projets ou de performances créatifs ou innovants;
- 3° l'acquisition ou la rénovation de biens mobiliers ou immobiliers;
- 4° les investissements de toute nature;
- 5° la recherche et le développement;
- 6° les initiatives locales.

Le Fonds peut soutenir des personnes physiques, des personnes morales de droit privé, des associations ou organisations sans personnalité juridique, des personnes morales de droit public ou des associations entre celles-ci.

Le Gouvernement fixe les objets des appels à projets, des subventions ou des marchés publics pouvant faire l'objet d'une intervention du Fonds.

Art. 8. Sans préjudice des dispositions relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions, le Gouvernement règle les modalités des appels à projets et de demande et d'octroi des subventions.

Art. 9. Un recours est ouvert aux personnes concernées contre les décisions prises par le Fonds relatives aux appels à projets et aux subventions en vertu du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée.

A peine d'irrecevabilité, le recours est introduit devant le Gouvernement dans les formes et les délais déterminés le Gouvernement.

CHAPITRE 3. — *Dotation du Fonds*

Art. 10. Le Fonds est alimenté par une dotation inscrite au budget de la Région wallonne.

Le Gouvernement peut, en cours d'exercice, actualiser le budget du Fonds.

CHAPITRE 4. — *Dispositions diverses*

Art. 11. Sont abrogés :

1° l'article 24 du décret du 15 octobre 2020 contenant le premier ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2020;

2° l'article 96 du décret du 17 décembre 2020 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021.

CHAPITRE 5. — *Disposition finale*

Art. 12. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement et, au plus tard, deux mois après sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 22 décembre 2021.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances
et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2021-2022.

Documents du Parlement wallon, 734 (2021-2022) N^{os} 1 à 3
Compte rendu intégral, séance plénière du 22 décembre 2021
Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2022/200071]

**22. DEZEMBER 2021 — Dekret zur Einrichtung einer öVE des Typs
"Fonds für niedrige Kohlenstoffemissionen und Resilienz" (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — Einrichtung des Fonds für niedrige Kohlenstoffemissionen und Resilienz

Artikel 1 - Es wird eine mit der Rechtspersönlichkeit versehene, öffentliche Verwaltungseinheit des Typs 1 eingerichtet, die "Fonds für niedrige Kohlenstoffemissionen und Resilienz" ("Fonds bas carbone et résilience") genannt und nachstehend als "Fonds" bezeichnet wird.

Diese Einheit fällt unter die Einrichtungen des Typs 1, die in Artikel 3, § 1, Ziffer 4, Buchstabe *a*) des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten erwähnt werden.

Art. 2 - Der Fonds steht unter der Aufsicht des Regierungsmitglieds, das von der Regierung benannt wird.

Er wird von der Wallonischen Luft- und Klimaagentur verwaltet. Sein Sitz liegt in Namur.

Art. 3 - Der Fonds unterliegt den Bestimmungen des Dekrets vom 19. Dezember 2002 zur Einführung einer finanziellen Zentralisierung der Finanzmittel der wallonischen Einrichtungen öffentlichen Interesses.

KAPITEL 2 — Ziele und Funktionsweise des Fonds

Art. 4 - Die Aufgabe des Fonds besteht darin, durch Aufforderungen zur Einreichung von Projekten oder Subventionen Initiativen von natürlichen Personen, Betrieben, Vereinen oder Einrichtungen zu unterstützen, die darauf abzielen, ergänzend zum KYOTO-Fonds zum Entstehen einer kohlenstoffarmen und angesichts des Wandels resilienteren Gesellschaft beizutragen. En vue de réaliser ce même objectif, le Fonds peut également, de sa propre initiative, organiser et financer des marchés publics.

Zu diesem Zweck kann der Fonds Aktionen und Projekte unterstützen, die mit der Energie-, Klima- und Umweltpolitik der Regierung und ihrem Kampf gegen den Verlust der biologischen Vielfalt in Einklang stehen und Folgendes betreffen:

- 1° eine Verringerung der CO₂-Belastung im Verkehrsbereich;
- 2° die Einrichtung von Gemeinschaften für erneuerbare Energien;
- 3° die nachhaltige Energie und das Klima, insbesondere im Rahmen des Plans Luft Klima Energie und der Aktionspläne für nachhaltige Energie und Klima;
- 4° die Anpassung und eine bessere Resilienz der Umwelt an den Klimawandel, insbesondere durch Grünflächen, Maßnahmen zur Wiederherstellung der Funktionsfähigkeit von Ökosystemen, Wiederherstellung und Schutz von Naturräumen, Maßnahmen in den Bereichen Forst- und Landwirtschaft, Wasser-, Boden- und Abfallbewirtschaftung;
- 5° qualitätsvolle und nachhaltige Lebensmittel;
- 6° die Entwicklung von Lösungen mit nachhaltigen Materialien wie Holz, anderen biobasierten Materialien und zirkulären Materialien;
- 7° Projekte mit positiven ökologischen und gesellschaftlichen externen Effekten;
- 8° den kohlenstoffarmen Übergang, von Dienstleistungen und Produkten.

Die Regierung kann die Aktionsbereiche, die dem Ziel des Fonds entsprechen, näher bestimmen und legt fest, welche Projekte aus dem Fonds finanziert werden.

Art. 5 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann jede Initiative, die auf das Ziel und die Aktionsbereiche, die in Artikel 4 genannt sind, ausgerichtet ist, Gegenstand eines Projektauftrags, einer Subvention oder eines öffentlichen Auftrags sein, sofern die Initiative nach den von der Regierung festgelegten Kriterien als relevant erachtet wird.

Der Fonds vergibt Subventionen entweder für Initiativen, die direkt bei ihm eingereicht werden, oder nach einer Aufforderung zur Einreichung von Projekten.

Aufforderungen zur Einreichung von Projekten, Subventionen oder öffentliche Aufträge, die einen Betrag von mehr als 250.000 Euro ohne Mehrwertsteuer erreichen, werden der Regierung zur Genehmigung vorgelegt.

Art. 6 - Im Rahmen ein und derselben Initiative darf nicht mehr als eine finanzielle Beihilfe für dieselbe Ausgabe gewährt werden.

Art. 7 - Im Rahmen von Projektauftrufen, Subventionen oder öffentlichen Aufträgen können Initiativen gefördert werden, die zum Entstehen einer kohlenstoffarmen und angesichts des Wandels resilienteren Gesellschaft beitragen unterstützen, z. B. durch:

- 1° die Organisation von oder die Teilnahme an Veranstaltungen;
- 2° die Durchführung oder Entwicklung von kreativen oder innovativen Projekten oder Leistungen;
- 3° die Anschaffung oder Renovation von beweglichen oder unbeweglichen Gütern;
- 4° die Investitionen jeglicher Art;
- 5° die Forschung und Entwicklung;
- 6° die lokalen Initiativen.

Der Fonds kann natürliche Personen, juristische Personen des Privatrechts, Vereinigungen oder Organisationen ohne Rechtspersönlichkeit, juristische Personen des öffentlichen Rechts oder Vereinigungen zwischen diesen unterstützen.

Die Regierung bestimmt den Gegenstand der Aufforderungen zur Einreichung von Projekten, der Subventionen oder der öffentlichen Aufträge, die Gegenstand einer Intervention des Fonds sein können.

Art. 8 - Unbeschadet der Bestimmungen über die Kontrolle der Gewährung und Verwendung von Subventionen legt die Regierung die Modalitäten für die Projektauftrufe und die Beantragung und Gewährung von Subventionen fest.

Art. 9 - Eine Beschwerde kann von den betroffenen Personen gegen die vom Fonds gefassten Beschlüsse eingereicht werden, die sich auf die Aufforderungen zur Einreichung von Projekten und die Subventionen kraft des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungserlasse beziehen.

Die Beschwerde setzt die Durchführung des angefochtenen Beschlusses nicht aus.

Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird die Beschwerde vor der Regierung in den von Letzterer festgelegten Formen und Fristen eingereicht.

KAPITAL 3 — *Mittelausstattung des Fonds*

Art. 10 - Der Fonds wird durch eine Dotation finanziert, die im Haushaltsplan der Wallonischen Region eingetragen ist.

Die Regierung ist befugt, die Haushaltsmittel des Fonds im Laufe des Haushaltsjahres zu aktualisieren.

KAPITEL 4 — *Sonstige Bestimmungen*

Art. 11 - Folgende Bestimmungen werden aufgehoben:

1° Artikel 24 des Dekrets vom 15. Oktober 2020 zur ersten Anpassung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2020;

2° Artikel 96 des Dekrets vom 17. Dezember 2020 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2021.

KAPITEL 5 — *Schlussbestimmung*

Art. 12 - Das vorliegende Dekret tritt am von der Regierung bestimmten Datum, und spätestens zwei Monate nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 22. Dezember 2021

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie und Mobilität

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—
Fußnote

(1) Sitzung 2021-2022

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 734 (2021-2022) Nrn. 1 bis 3
Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 22. Dezember 2021.

Diskussion

Abstimmung

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2022/200071]

22 DECEMBER 2021. — Decreet tot oprichting van een "UAP" (Waalse openbare bestuursseenheid) van het type 1 "Fonds voor een koolstofarme en veerkrachtige economie" (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Oprichting van het Fonds voor een koolstofarme en veerkrachtige economie*

Artikel 1. Er wordt een openbare bestuursseenheid met rechtspersoonlijkheid opgericht, "Fonds voor een koolstofarme en veerkrachtige economie" genoemd, hierna het "Fonds" genoemd.

Deze eenheid wordt ingedeeld in de instellingen van het type 1 bedoeld in artikel 3, § 1, 4°, a), van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, van de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse overheidsbestuursseenheden.

Art. 2. Het Fonds staat onder het gezag van het lid van de Regering dat door de Regering wordt benoemd.

Het wordt beheerd door het "Agence Wallonne de l'Air et du Climat" (Waals Agentschap voor Lucht en Klimaat). Zijn zetel is in Namen gevestigd.

Art. 3. Het Fonds is onderworpen aan de bepalingen van het decreet van 19 december 2002 houdende invoering van een financiële centralisatie van de thesaurieën van de Waalse instellingen van openbaar nut.

HOOFDSTUK 2. — *Doelstellingen en werking van het Fonds*

Art. 4. De doelstelling van het Fonds is om via projectenoproepen of subsidies steun te verlenen aan initiatieven van natuurlijke personen, bedrijven, verenigingen of instellingen die een bijdrage willen leveren aan de totstandkoming van een koolstofvrije en veerkrachtigere samenleving die het hoofd kan bieden aan veranderingen, in aanvulling op het KYOTO-fonds. Om diezelfde doelstelling te bereiken kan het Fonds eveneens, op eigen initiatief, overheidsopdrachten organiseren en financieren.

Daartoe kan het Fonds acties en projecten steunen die aansluiten bij het energie-, klimaat- en milieubeleid van de Regering en de strijd tegen erosie van de biodiversiteit, en die betrekking hebben op:

- 1° een vermindering van de koolstofimpact van het vervoer;
- 2° de oprichting van gemeenschappen voor hernieuwbare energie;
- 3° duurzame energie en klimaat, met name in het kader van het Plan lucht-klimaat-energie en de actieplannen voor duurzame energie en klimaat;
- 4° de aanpassing en een betere veerkracht van het milieu ten aanzien van klimaatverandering, met name door middel van groene ruimten, acties om de functionaliteit van ecosystemen te herstellen, het herstel en de bescherming van natuurgebieden, acties met betrekking tot bosbouw en landbouw, water-, bodem- en afvalbeheer;
- 5° een duurzame en kwaliteitsvoeding;
- 6° de ontwikkeling van oplossingen waarbij gebruik wordt gemaakt van duurzame materialen zoals hout, andere materialen op biobasis en circulaire materialen;
- 7° projecten met positieve milieu- en maatschappelijke externe effecten;
- 8° de koolstofarme overgang van diensten en producten.

De Regering kan de actiegebieden die met de doelstelling van het Fonds overeenstemmen nader omschrijven en de door het Fonds gefinancierde projecten vaststellen.

Art. 5. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan elk initiatief dat op de in artikel 4 genoemde doelstelling en actiegebieden is gericht, aanleiding geven tot een oproep tot het indienen van projecten, aanspraak maken op een subsidie of het voorwerp zijn van een overheidsopdracht, op voorwaarde dat het initiatief relevant wordt geacht volgens de door de Regering vastgestelde criteria.

Het Fonds kent subsidies toe voor initiatieven die rechtstreeks bij het Fonds worden ingediend of naar aanleiding van een oproep tot het indienen van projecten.

Projectenoproepen, subsidies en overheidsopdrachten gefinancierd door het Fonds, waarvan het bedrag hoger is dan 250.000 euro (exclusief BTW) worden ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd.

Art. 6. Eenzelfde initiatief mag niet meer dan één enkele financiële steun voor dezelfde uitgave ontvangen.

Art. 7. Er kunnen oproepen tot het indienen van projecten, subsidies of overheidsopdrachten worden uitgeschreven voor initiatieven die de opkomst bevorderen van een koolstofarme en veerkrachtigere samenleving die het hoofd kan bieden aan veranderingen, bijvoorbeeld door middel van :

- 1° de organisatie of deelname aan evenementen;
- 2° de verwezenlijking of ontwikkeling van creatieve of vernieuwende projecten of prestaties;
- 3° de verwerving of renovatie van roerende of onroerende goederen;
- 4° de investeringen van welke aard ook;
- 5° het onderzoek en de ontwikkeling;
- 6° de plaatselijke initiatieven.

Het Fonds kan steun verlenen aan natuurlijke personen, privaatrechtelijke rechtspersonen, verenigingen of organisaties zonder rechtspersoonlijkheid, publiekrechtelijke rechtspersonen of verenigingen tussen deze rechtspersonen.

De Regering bepaalt het voorwerp van de projectenoproepen, subsidies of overheidsopdrachten die aanspraak kunnen maken op een steun van het Fonds.

Art. 8. Onverminderd de bepalingen betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van de subsidies bepaalt de Regering de modaliteiten voor de projectenoproepen en voor de aanvraag en toekenning van de subsidies.

Art. 9. De betrokkenen kunnen beroep aantekenen tegen de beslissingen die het Fonds neemt met betrekking tot de projectenoproepen en subsidies krachtens dit decreet en de uitvoeringsbesluiten.

Het beroep schorst de aangevochten beslissing niet.

Op straffe van niet-ontvankelijkheid moet het beroep bij de Regering worden ingediend in de vormen en binnen de termijnen bepaald door de Regering.

HOOFDSTUK 3. — *Dotatie van het Fonds*

Art. 10. Het Fonds wordt gefinancierd door een dotatie die in de begroting van het Waalse Gewest opgenomen is. De Regering kan in de loop van het boekjaar de begroting van het Fonds aanpassen.

HOOFDSTUK 4. — *Diverse bepalingen*

Art. 11. Opgeheven worden:

- 1° artikel 24 van het decreet van 15 oktober 2020 houdende de eerste aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2020;
- 2° artikel 96 van het decreet van 17 december 2020 houdende de eerste aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2021.

HOOFDSTUK 5. — *Slotbepaling*

Art. 12. Dit decreet treedt in werking op de door de Regering vastgestelde datum en ten laatste twee maanden nadat het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt is.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Opgemaakt te Namen op 22 december 2021.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,

Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2021-2022.

Stukken van het Waals Parlement, 734 (2021-2022) Nrs. 1 tot 3

Volledig verslag, plenaire vergadering van 22 december 2021.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/200072]

22 DECEMBRE 2021. — Décret modifiant la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} bis de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, modifié en dernier lieu par décret-programme du 17 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 2 est complété par un alinéa 7 rédigé comme suit :

" Le Gouvernement peut rectifier les limites des zones des plans de développement à long terme des aéroports wallons lorsqu'il constate que les outils informatiques de simulation de la propagation de bruit employés par l'Administration régionale ne remplissent plus leurs fonctions dès lors qu'ils ne répondent plus aux standards de performance requis pour l'exécution de cette tâche, et ce en raison d'une inadéquation manifeste de la modélisation de la propagation du bruit, de l'indisponibilité de mise à jour, du retrait ou d'une perte de la licence d'utilisation. Les rectifications opérées n'aboutissent pas à une réduction des limites des zones définies par chacun des plans de développement à long terme avant rectification. ";

2^o au paragraphe 4, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 2 :

i) les mots " pour la première fois " sont insérés entre les mots " délimitant " et les mots " les zones du plan de développement à long terme des aéroports wallons ";

ii) le mot " usufruitier " est inséré entre les mots " droit de superficie, " et les mots ", ou encore titulaire d'un bail de résidence principale ";

b) entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3, il est inséré un alinéa rédigé comme suit :

" Les mesures d'accompagnement, visées à l'alinéa 1^{er}, 1^o à 3^o, bénéficient également au demandeur qui, à la date d'entrée en vigueur des arrêtés du Gouvernement opérant une rectification technique des limites des zones des plans de développement à long terme des aéroports wallons, est propriétaire, emphytéote, superficière, usufruitier, ou encore titulaire d'un bail de résidence principale sur l'immeuble d'habitation faisant l'objet de la demande, lorsqu'en raison de cette rectification technique, soit la situation de l'immeuble d'habitation faisant l'objet de la demande change de zone au plan, soit l'immeuble est nouvellement inclus dans ce plan. ";

c) à l'alinéa 4, devenu alinéa 5, au 8^o, les modifications suivantes sont apportées :

i) le mot " LDN " est à chaque fois remplacé par le mot " LDEN ";

ii) les mots " de référence (70, 65, 60 ou 55 dB (A) " sont remplacés par les mots " de référence (70, 66, 61 ou 56 dB (A) ".

3^o le paragraphe 7 débutant par les mots " Les sanctions visées à l'article 6 du décret du 23 juin 1994 " est renuméroté en paragraphe 8.

Art. 2. Le présent décret entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.